

RG |
DCV

SECTION Activités diverses

AFFAIRE

MINUTE N°21

JUGEMENT DU
04 Février 2022

Qualification :
CONTRADICTOIRE
PREMIER RESSORT

Prononcé prévu le :

04 Février 2022

Prorogé au :

Notifié le 07/02/2022 copie exécutoire délivrée le : à : APPEL du Par :

JUGEMENT

Audience du 04 Février 2022

Madame

Assistée de Me Yannick MAMODABASSE (Avocat au barreau de
MONTPELLIER)

DEMANDEUR

Société :

Représenté par :
MONTPELLIER)

(Avocat au barreau de

DEFENDEUR

-COMPOSITION DU BUREAU DE JUGEMENT LORS DES
DÉBATS

Monsieur
Monsieur
Madame
Monsieur
Assistés lo

l, Greffier

Prononcé publiquement par mise à disposition au greffe et signé par
greffier

Expedition revêtue
de la formule exécutoire

En conséquence, Le Conseil de céans :

ORDONNE la communication du présent jugement et dossier à Monsieur le Procureur de la République par le greffe du Conseil de Prud'hommes.

DEBOUTE la § de ses demandes.

PAR CES MOTIFS

LE CONSEIL, après en avoir délibéré, jugeant publiquement, CONTRADICTOIREMENT, et en **PREMIER RESSORT**

PRONONCE la jonction des dossiers RG F 20/00873 et RG F 20/01033 sous un seul et même dossier, prenant référence sous RG F 20/00873.

DIT et JUGE que les objectifs fixés par la ne sont pas opposables à Mme

DIT et JUGE que le temps de travail hebdomadaire de Mme est égal à 35h et n'est soumis à aucune annualisation ni modulation.

DIT et JUGE que Mme a réalisé 198h50 supplémentaires durant la période du 4 septembre 2017 au 26 juillet 2020.

DIT et JUGE que la a dissimulé l'activité professionnelle de Mme par la minoration d'heures de travail réellement accomplies par cette salariée.

DIT et JUGE que la rupture de la période probatoire au poste de Directrice d'exploitation notifiée par la à Mme en date du 11 juin 2020 est illicite et privée d'effet.

DIT et JUGE que Mme a occupé le poste de Directrice d'exploitation des à effet du 1er février 2020, au statut cadre, niveau V, coefficient 300 de la Convention collective nationale des espaces de loisirs, d'attractions et culturels.

DIT et JUGE que la a exécuté de manière déloyale le contrat de travail de Mme.

DIT et JUGE que la n'a pas respecté ses obligations de sécurité de résultat envers Mme.

PRONONCE la résiliation judiciaire du contrat de travail de Mme aux torts exclusifs de la

FIXE la date de la résiliation judiciaire du contrat de travail de Mme au sein de la au 9 septembre 2020.

DIT et JUGE que la résiliation judiciaire du contrat de travail de Mme prononcé par le présent jugement, aux torts exclusifs de la au 9 septembre 2020 produit les effets d'un licenciement sans cause réelle et sérieuse.

En conséquence de quoi,

CONDAMNE la _____ prise en la personne de son
représentant légal en exercice à verser à Mme _____

les sommes suivantes :

- 2000 euros bruts à titre de rappel de salaire sur la rémunération variable pour la période du 1er juillet 2018 au 30 juin 2019
- 200 euros bruts à titre de congés payés afférents sur le rappel de salaire de la rémunération variable pour la période du 1er juillet 2018 au 30 juin 2019
- 3927,22 euros bruts au titre du rappel d'heures supplémentaires accomplies durant la période du 4 septembre 2017 au 26 juillet 2020
- 392,72 euros bruts au titre des congés payés sur rappel d'heures supplémentaires accomplies durant la période du 4 septembre 2017 au 26 juillet 2020
- 14100 euros nets à titre d'indemnité forfaitaire pour travail dissimulé
- 3469,45 euros bruts à titre de rappel de salaire sur heures dissimulées
- 346,94 euros bruts à titre de congés payés sur rappel de salaire sur heures dissimulées
- 927,12 euros bruts au titre du rappel de salaire des mois de juin et juillet 2020, inhérent au poste de Directrice d'exploitation
- 92,71 euros bruts au titre des congés payés sur rappel de salaire des mois de juin et juillet 2020, inhérent au poste de Directrice d'exploitation
- 3000 euros nets à titre de dommages et intérêts pour exécution fautive et déloyale du contrat de travail
- 2000 euros nets à titre de dommages et intérêts pour manquement à l'obligation de sécurité
- 5000 euros nets au titre de dommages et intérêts pour licenciement sans cause réelle et sérieuse
- 7050 euros bruts à titre d'indemnité compensatrice de préavis
- 705 euros bruts au titre des congés payés sur l'indemnité compensatrice de préavis
- 2447,92 euros nets au titre de l'indemnité de licenciement

ORDONNE la _____ prise en la personne de son
représentant légal en exercice à remettre à Mme _____
les documents suivants :

- bulletins de paie conformes à la décision ci-dessus
- l'attestation Pôle Emploi conforme à la décision ci-dessus
- un certificat de travail comportant les mentions énoncées dans la décision ci-dessus

FIXE l'astreinte relative à la remise de documents sociaux ci-dessus énoncés par la _____ prise en la personne de son représentant légal en exercice à Mme _____ à 30 euros par jour de retard, à compter du 30ème jour suivant notification du présent jugement.

SE RESERVE le droit de liquider ladite astreinte.

ORDONNE la _____ prise en la personne de son représentant légal en exercice à régulariser la situation de Mme _____ envers tous les organismes sociaux auprès desquels des cotisations se doivent d'être acquittées.

FIXE l'astreinte relative à la régularisation de la situation de Mme _____ envers tous les organismes sociaux à 30 euros par jour de retard, à compter du 30ème jour suivant notification du présent jugement.

SE RESERVE le droit de liquider ladite astreinte.

CONDAMNE la prise en la personne de son représentant légal en exercice à verser à Mme , la somme de 960 euros au titre des dispositions de l'article 700 du Code de Procédure Civile.

DEBOUTE la de sa demande au titre de l'article 700 du Code de procédure civile.

ORDONNE la communication du présent jugement et dossier à Monsieur le Procureur de la République par le greffe du Conseil de Prud'hommes.

DEBOUTE la de ses demandes.

CONDAMNE la prise en la personne de son représentant légal en exercice aux entiers dépens de l'instance.

DÉLIBÉRÉ EN SECRET ET PRONONCE À L'AUDIENCE PUBLIQUE, LES JOUR, MOIS ET AN QUE DESSUS

LE GREFFIER,

LE PRÉSIDENT,

*Il est à la suite par le conseil et le conseil.
La République Française rend et ordonne à tous les
de justice sur ce sujet de justice à l'ordonner le présent
Aux Procureurs généraux et aux Procureurs de la République
près les tribunaux de Grande Instance d'y voir le motif.
A tous procureurs et officiers de la République d'y
voir aussi dans lequel de ce et d'y voir le motif.
En foi de quoi, le présent jugement est communiqué à cet effet
notifié et délivré par le greffier sous signé.*